ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 JUIN 1968 — TERRITOIRE DE BELFORT — 2e CIRCONSCRIPTION

UNION POUR LA DEFENSE DE LA REPUBLIQUE

Electrices, Electeurs,

La violente explosion de ce dernier mois de mai a surpris les personnes les plus averties. Elle a fait prendre conscience que notre Pays avait encore besoin de profondes réformes, mais qu'il y avait cependant des limites à ne pas dépasser.

HIER, si le Général de Gaulle a pu éviter de justesse un grand malheur au Pays, c'est parce qu'il était le Président de la République élu au suffrage universel par le peuple.

AUJOURD'HUI, il faut que chacun se sente mobilisé pour défendre la République. Vous avez le DEVOIR d'éviter, grâce à votre bulletin de vote, que la revendication et la contestation, naturelles dans une démocratie, ne deviennent désordre et anarchie.

Mais vous avez aussi le POUVOIR de décider que DEMAIN il faudra que chaque citoyen se sente responsable et qu'à l'intérieur de nos institutions il y ait des structures mieux adaptées au dialogue et à la discussion à tous les niveaux.

Cette ardente obligation de réformes est profondément ressentie par tous ceux qui l'an dernier ont encouragé et soutenu la candidature d'union que mon suppléant, le Docteur ROBERT, et moi-même avions voulue. La situation politique d'aujourd'hui nous paraît constituer le meilleur encouragement pour persévérer dans cette voie et vous proposer un programme réaliste.

1°) Pratiquer une PARTICIPATION REELLE

— dans l'**entreprise** : accorder un large accès aux moyens d'information et de formation à un plus grand nombre de salariés et de cadres : reconnaissance de la **section syndicale** d'entreprise.

— dans les **collectivités locales** : éviter les interventions désordonnées ou trop impératives des diverses autorités de tutelle. Une plus large initiative doit être laissée aux conseils élus par les populations à l'échelon des communes, des départements, mais aussi des **régions**.

— dans les **établissements scolaires et universitaires** où les associations de parents d'élèves pour le premier et le second degré, les maîtres et les étudiants dans les lycées, collèges et facultés doivent avoir le droit de s'exprimer pour qu'en accord avec les responsables de l'administration et de la pédagogie, l'Education Nationale poursuive sa mission éminente d'ouverture sur le monde des idées, mais aussi sur celui des réalités.

— dans les **rapports entre le Parlement et le Gouvernement**, une plus large participation au pouvoir politique doit permettre, par des votes de l'Assemblée Nationale, d'influencer davantage les grandes options avant qu'elles se traduisent dans le Budget.

Pour l'essentiel, il faut sauvegarder le droit des citoyens à une information objective et leur assurer la participation aux responsabilités dans le respect de la **dignité** de chacun et de la nécessaire **autorité** des dirigeants.

2°) Développer la SOLIDARITE NATIONALE

Chacune et chacun doit se sentir davantage partie intégrante de la **communauté nationale.** Ceci signifie en particulier que **les personnes âgées**, les veuves civiles et les veuves de guerre, les retraités et les anciens combattants, les mutilés du travail et les personnes handicapées recevront une **meilleure part du revenu national.**

Il faut donc réformer les ordonnances de l'été 1967 sur la Sécurité Sociale pour donner de réels pouvoirs aux représentants élus des salariés. Eux seuls pourront déterminer les possibilités réelles d'un **avancement progressif de l'âge de la retraite** qui pourrait bénéficier en priorité aux femmes.

Le développement d'une vraie solidarité nationale doit concerner également :

— les paysans : amélioration du **revenu agricole** par l'accroissement des débouchés européens ; sauvegarde du régime de protection sociale apporté par la Ve République et développement de l'indemnité viagère de départ ;

— les artisans, commerçants et petites et moyennes entreprises dont l'existence est parfois menacée par une **fiscalité trop bureaucratique** et des concentrations capitalistes d'entreprises. Leur maintien est indispensable dans une économie qui doit **éviter le gigantisme** pour permettre l'épanouissement de l'homme ;

— les jeunes : une solide formation doit déboucher sur un métier bien rémunéré. **L'Institut Universitaire de Technologie** pour 1.200 étudiants, promis l'an dernier, est en cours de construction.

En 1968, **quatre clubs de jeunes** sont accordés pour la région de Delle-Beaucourt et pourront accueillir tous ceux qui veulent faire des loisirs l'instrument d'un enrichissement culturel.

Avec le groupement **« Belfort-Montbéliard »** que je préconise, de nombreux emplois pourront en résulter.

— les familles : transformation de l'allocation de salaire unique en **salaire familial** à partir de trois enfants, révision de leurs **charges fiscales** dans le cadre de la réforme projetée de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, création d'un plus grand nombre de crèches et d'écoles maternelles ;

— les jeunes ménages : davantage de **logements sociaux** sont nécessaires. Déjà, pour 1968, j'ai pu obtenir en supplément 150 H.L.M. locatives et 50 H.L.M. accession pour des maisons individuelles.

Il est certain que cette révolution pacifique et ces réformes profondes nécessiteront :

— En premier lieu, la cohésien exceptionnelle des élus de la Nation qui se réclament d'une voie politique nouvelle. Cette voie s'offre à tous les citoyens de bonne volonté décidés à ne plus se laisser aculer à la violence ou à la contestation brutale pour obtenir plus de liberté et de justice.

Elle doit amener la constitution à l'Assemblée Nationale d'une **MAJORITE ELARGIE vers le CENTRE** regroupant toutes les forces qui veulent que s'affirment à travers tout l'édifice social le sens de l'humain, le respect de la dignité de chacun et le souci de faire disparaître les criantes inégalités de notre société.

A la suppression des abattements de zone, maintenant acquise, devront s'ajouter l'**amnistie** pour tous les faits intervenus en raison des événements d'Algérie, ainsi qu'une juste indemnisation des rapatriés.

— En deuxième lieu, la mobilisation rapide de moyens financiers importants destinés en particulier à maintenir le pouvoir d'achat supplémentaire que les travailleurs ont obtenu par les Accords de Grenelle, et à permettre l'**EXPANSION et le PLEIN EMPLOI.**

Cette politique impose de maintenir une **monnaie solide** et de s'ouvrir encore davantage sur une **EUROPE indépendante** de Moscou comme de Washington.

Or, qui peut raisonnablement espérer aujourd'hui qu'une telle politique pourrait être celle d'une coalition communiste - Fédération de la Gauche ? Chacun sait qu'une telle alliance ne repose sur aucun programme commun et qu'elle est donc purement électorale. Bien plus, les récents événements ont permis de comprendre que **la Fédération de la Gauche ne pèserait pas lourd si elle venait à partager le pouvoir avec le Parti Communiste.**

C'est dire que le candidat qui ne peut être élu qu'avec les voix du Parti Communiste est par avance prisonnier de ce parti. Involontairement peut-être, il contribue à rendre possible par les voies de la légalité la prise du pouvoir par les communistes qui n'ont pu l'obtenir d'un coup de force auquel ne paraissait pas répugner le président de la Fédération de la Gauche.

Quand la passe est dangereuse, il faut mettre à la barre des hommes sûrs et expérimentés.

Vous me connaissez. Chaque mois, régulièrement, je tiens des permanences dans chacune des plus importantes agglomérations de la circonscription, offrant ainsi à quiconque l'occasion d'entretiens ou de discussions. Originaire du Territoire, issu d'une famille modeste de onze enfants, je n'ai ni fortune à dissimuler, ni ressources autres que celles de mon indemnité de député.

Certes, comme tous ceux qui agissent, je ne suis pas à l'abri de critiques et de reproches. Du moins ai-je tout fait pour le progrès de notre Territoire et le mieux-être des populations.

Sur le plan national, j'ai également pris mes responsabilités. Si je me suis refusé à voter les motions de censure à répétition déposées par les groupes de l'Opposition, ce fut chaque fois avec l'unique souci d'**éviter la Crise.** Car, je vous en laisse juge, y a-t-il dans notre pays une majorité de rechange possible avec une Fédération de la Gauche dominée par le Parti Communiste ? Avec toute ma conviction, je vous dis NON.

C'est pourquoi je vous appelle à dire OUI à une MAJORITE ELARGIE qui seule peut assumer le destin de notre pays. Vive la République ! Vive la France !

Votez : Jean-Marie BAILLY

Député sortant
Conseiller Général

SUPPLÉANT :
DOCTEUR PAUL ROBERT

Maire et Conseiller Général
de Rougemont-le-Château

VU : Les Candidats.

imp. la frontière belfort